

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

[INTERNATIONAL]



le 18 mai 2023

Turquie : les leçons d'un scrutin ?

Une réflexion sur la dimension nationale du vote des électeurs en promouvant les valeurs patriotiques républicaines et les valeurs démocratiques s'impose en Turquie comme ailleurs, notamment en France.

Le 1^{er} tour des présidentielles en Turquie a donné un résultat différent de celui espéré, puisque le Président sortant Recep Tayyip Erdoğan tangente les 50% et va certainement l'emporter. Les sondages donnaient le candidat de l'opposition en tête et ont été démentis. Le vote semble s'être déroulé dans des conditions démocratiques satisfaisantes, même si le pouvoir en place a usé de tous les moyens médiatiques et gouvernementaux pour dominer outrageusement la campagne électorale. Pourtant nous pouvons penser que, dans n'importe quelle démocratie "occidentale", une inflation à 44%, une économie en souffrance, une gestion calamiteuse d'un tremblement de terre, des dépenses pharaoniques et la corruption du pouvoir auraient balayé le pouvoir en place. Cependant, dans des démocraties "illibérales", comme la Hongrie de Viktor Orban, le Brésil de Jair Bolsonaro, les Etats-Unis de Donald Trump... les présidents sortants se maintiennent au pouvoir ou frôlent la victoire.

Clairement un certain nombre de citoyen.ne.s ne tiennent pas compte dans leur vote de la situation économique et démocratique du pays, de leur situation sociale personnelle et du respect des principes démocratiques (autonomie de la justice, liberté des médias, sauvegarde des libertés individuelles...). Il apparaît que les votes d'un certain nombre d'électeurs, dans les régimes illibéraux, mais aussi dans les pays démocratiques, relèvent de deux formes de motivation : la situation économique et sociale, d'une part, un réflexe identitaire qu'il soit religieux ou nationaliste, d'autre part.

En Turquie, le discours national populiste de Recep Tayyip Erdoğan, fondé sur l'islamo-conservatisme, lui a permis d'être en tête et, peut-être, de l'emporter dans 15 jours. Il y a quelques mois l'action des suprémacistes juifs a permis à Benyamin Netanayou de diriger le gouvernement le plus à droite d'Israël. Et on pourrait multiplier les exemples.

Et si comparaison n'est pas raison, nous pouvons nous interroger sur la situation en France et sur la montée électorale de l'extrême droite fascisante. Le RN a depuis longtemps préempté le vote identitaire avec ses positions racistes et anti-immigrés. Et, depuis quelques mois Marine Le Pen s'efforce de gagner des voix en s'appuyant sur le rejet de la politique économique et sociale d'Emmanuel Macron. Le mouvement populaire mené par les syndicats unis contre la réforme des retraites lui a permis, sans dévoiler ses positions ultra-libérales, de capitaliser politiquement auprès des salarié.e.s en particulier des classes populaires. Ne nous leurrons pas, un certain nombre de manifestants s'apprêtent à glisser un bulletin RN aux prochaines élections présidentielle et législatives. C'est le défi à relever par la Gauche.

Les Radicaux de Gauche appellent à une rencontre de toutes les forces républicaines de Gauche au-delà des invectives et des rancœurs dépassées.

Les Radicaux de Gauche appellent à une réflexion sur la dimension nationale du vote des électeurs en promouvant les valeurs patriotiques républicaines et les valeurs démocratiques européennes de la Gauche.

Pour la Turquie, Les Radicaux de Gauche appellent à la mobilisation populaire pour la victoire de Kemal Kılıçdaroğlu.